

ASS/FG/II/MG

Pour le Maire



2023-46

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 28 MARS 2023**

**OBJET : CONVENTION DE SERVICE RELATIVE À L'HABILITATION À LA CONSULTATION DU QUOTIENT FAMILIAL DES ALLOCATAIRES ENTRE LA MSA GRAND SUD ET LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES – ANNEXE**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 21 mars 2023
--	-------------------------------------	------------------------	---------------------------------------

L'an deux mille vingt-trois le vingt-huit mars à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENNER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à Mme JOLIS-PAILHIEZ, M. Didier JULIAN à M. Michel MASUYER, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Ginette BARRAU-FERRET à M. Jean-Paul PUJOL

Date de la publication : 30 mars 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. William COMBES

RAPPORTEUR : Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 contenant le Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Les tarifs du service éducation enfance jeunesse sont élaborés en fonction du Quotient familial (QF) des familles. Or, il est désormais possible de consulter auprès de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) le QF de ses bénéficiaires. En effet, la MSA propose à ses partenaires un nouveau service : la consultation en ligne du montant du QF des familles.

Dans la mesure où les informations échangées sont de nature confidentielle, il est nécessaire d'encadrer ce service par une convention, annexée à la présente. Cette convention a ainsi pour objet de définir les termes et conditions permettant à la commune d'avoir accès au QF des allocataires concernés.

Les dispositions de la convention prévoient notamment :

- Des formalités d'accès préalables au service en ligne : l'autorisation est obtenue par le biais d'un document contractuel individuel et nominatif, désignant expressément l'agent autorisé à accéder au service en ligne.

- Que suite à la réception de la convention signée et de la demande d'autorisation individuelle, la MSA délivre une notification d'habilitation à la commune en lui indiquant l'identifiant et le mot de passe attribués.

- Que la collectivité s'engage à respecter la confidentialité et la protection des données et plus largement, s'engage à respecter les dispositions du Règlement Général de Protection des Données (RGPD) issu du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

- Que l'échange des informations entre la MSA et la commune est sécurisé par un système de cryptage empêchant leur lecture par des tierces personnes.

Il est précisé au Conseil municipal que l'accès à ce service est gratuit.

La durée de la présente convention est d'une année à partir de la date de sa signature par les parties, sauf dénonciation en cas d'inexécution des obligations contractuelles.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de service relative à l'habilitation à la consultation du Quotient familial des allocataires MSA annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer la convention et ses annexes, notamment l'annexe 2 qui désigne nommément le ou les agents habilités à se connecter au service en ligne, et les renouvellements futurs de la convention dès lors que les éléments substantiels de la convention demeurent identiques.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal,  
A l'unanimité**

**Décide :**

**1/ D'approuver** la convention de service relative à l'habilitation à la consultation du Quotient familial des allocataires MSA annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer la convention et ses annexes, notamment l'annexe 2 qui désigne nommément le ou les agents habilités à se connecter au service en ligne, et les renouvellements futurs de la convention dès lors que les éléments substantiels de la convention demeurent identiques.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Le Maire,  
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,  
William COMBES

